

# La voix de l'opposition de gauche

**Le 12 avril 2018**

## CAUSERIE

### Apprendre pour comprendre, et comprendre pour agir.

- Derrière la subjectivité des journalistes - Le Monde diplomatique mai 2000

Pourquoi le discours médiatique semble-t-il converger spontanément vers la légitimation de l'ordre établi et apporter ainsi une contribution indispensable à la pérennité du système social ? Nul complot là-dedans. L'aspect concerté semble en effet minoritaire. Le recrutement social des journalistes et leur capacité à s'imprégner de l'idéologie des classes dirigeantes créent entre eux une communauté d'inspiration. Il leur suffit souvent de travailler « comme ils sentent » pour travailler « comme ils doivent ». C'est-à-dire comme ils ne devraient pas.

Par Alain Accardo

L'observateur du système médiatique devrait poser en principe que les journalistes ne sont pas, dans leur grande masse, machiavéliquement préoccupés de manipuler le public pour le plus grand profit des actionnaires des entreprises de presse. S'ils se comportent en « conditionneurs » de ceux à qui ils s'adressent, ce n'est pas tant qu'ils ont la volonté expresse de les conditionner que parce qu'ils sont eux-mêmes conditionnés, à un degré que la plupart ne soupçonnent pas. Chacun en faisant spontanément - ou en ne faisant pas - ce qu'il a envie de faire, s'accorde spontanément avec tous les autres. A la manière du poète Robert Desnos, on pourrait dire qu'ils obéissent à la logique du pélican : « Le pélican pond un oeuf tout blanc. D'où sort, inévitablement/ Un autre qui en fait autant. »

Les financiers et les marchands qui ont fait main basse sur l'essentiel des médias n'ont pas besoin de dicter aux journalistes ce qu'ils ont à dire ou à montrer. Ils n'ont pas besoin de violenter leur conscience ni de les transformer en propagandistes. Le sens de la dignité journalistique ne s'en accommoderait pas. Il vaut bien mieux laisser le personnel journalistique faire librement son travail (sauf circonstances et cas particuliers), ou plus exactement il faut lui laisser le sentiment que son travail n'obéit pas à d'autres exigences, à d'autres contraintes que celles qu'imposent les règles spécifiques du jeu journalistique acceptées par tous. Il faut s'en remettre à la « conscience professionnelle ».

Pour cela il faut et il suffit de confier les rênes du pouvoir journalistique dans les rédactions à des personnes qualifiées de « grands professionnels », ce qui veut dire en particulier qu'elles n'ont cessé de donner des gages de leur adhésion à une vision du monde dont elles partagent les croyances fondamentales avec leurs employeurs. Une fois les postes supérieurs d'encadrement occupés par des professionnels idéologiquement fiables, il n'y a plus qu'à laisser jouer le mécanisme de la cooptation, qui assure, là comme ailleurs, un recrutement évitant, dans la plupart des cas, de faire entrer des renards au poulailler et des hérétiques à la messe. Ce mécanisme commence à jouer dès l'entrée dans les écoles de journalisme et il se poursuit continûment dans les rédactions. Ainsi les médias sont-ils solidement tenus en main par un réseau à qui il suffit de travailler « comme il sent » pour travailler « comme il doit », c'est-à-dire pour défendre les normes et les valeurs du modèle dominant, celui sur lequel s'est réalisé le consensus entre une droite en panne d'idées et une gauche en rupture d'idéal.

Mais l'efficacité d'un tel système repose fondamentalement sur la sincérité et la spontanéité de ceux qui s'y investissent, même si cet investissement implique un certain niveau d'automystification. On est en droit de faire à l'information journalistique beaucoup de critiques et de reproches bien fondés, y compris celui d'enfermer les esprits dans la pensée unique. Mais il y a un reproche qu'on ne peut pas faire aux journalistes, sauf cas particulier, bien sûr : celui de ne pas être de bonne foi dans leur travail. Ayant bien intériorisé la logique du système, ils adhèrent librement à ce que celle-ci leur commande de croire. Ils agissent de concert sans avoir besoin de se concerter. Leur communauté d'inspiration rend inutile la conspiration. (En un mot, ils sont corrompus par l'idéologie de la classe dominante. et leur "communauté d'inspiration" ou leurs intérêts coïncide avec ceux du régime qu'ils servent servilement. - LVOG)

Pour résumer leur croyance fondamentale, on pourrait dire qu'ils croient sincèrement au bilan finalement positif d'un capitalisme à visage humain, et ils croient que cette croyance n'a rien d'idéologique ni de dépassé. (Non, depuis les deux guerres mondiales fomentées par l'oligarchie et toutes celles qui ont suivi depuis aux quatre coins du monde, quelle que soit sa condition ou son statut social, personne ne peut attribuer au capitalisme un "visage humain", qui plus est depuis que nous savons que les barbares d'Al-Qaïda et de Daesh ou encore les Talibans sont ses créatures. De la même manière il avait engendré le stalinisme. - LVOG)

Bien entendu, comme chez tous les acteurs de tous les champs sociaux, leur vision des choses se caractérise par un mélange à doses variables, selon la position occupée dans le champ, de lucidité et de cécité, de vu et de non-vu ou de bévue. (De mauvaise foi, d'hypocrisie, disons les choses telles qu'elles sont en réalité, s'il vous plaît. LVOG)

Ils voient bien, par exemple, les innombrables manifestations d'inhumanité de l'ordre capitaliste partout où il a libre cours ; mais ils se refusent à y voir un trait consubstantiel, inhérent à l'essence même du capitalisme, pour en faire un simple accident. Ils parlent de « dysfonctionnements », de « dérives », de « bavures », de « brebis galeuses », condamnables certes, mais qui ne compromettent pas le principe même du système qu'ils sont spontanément enclins à défendre. (Même les auteurs d'actes particulièrement cruels ont leur bonne conscience, mais il n'y a pas lieu de les flatter ou de les ménager pour autant, désolé. - LVOG)

### Une forme d'imposture

Ainsi, ils réprouvent sincèrement les « excès » entraînés, en matière de recherche et de traitement de l'information-marchandise, par la concurrence, l'obligation de rentabilité, l'Audimat, bref par la logique du marché. Mais que cette même logique entraîne un développement massif de l'emploi précaire dans les rédactions, avec un contingent croissant d'année en année de jeunes journalistes sous-payé(e)s et jetables, exploité(e)s de façon assez indigne par leurs employeurs, ce qui est compréhensible, mais aussi par nombre de leurs chefs et collègues, ce qui l'est moins, voilà un « dysfonctionnement » qui n'a provoqué jusqu'ici aucune mobilisation de la profession comparable à la défense des 30 % d'abattement fiscal, et il est significatif qu'au cours de la grande grève qui a affecté, en 1999, les chaînes du service public, grandes consommatrices de travail précaire, pas un mot n'ait été prononcé en public à ce sujet.

Le champ journalistique, comme beaucoup d'autres, ne peut fonctionner qu'au prix de ce qu'il faut bien appeler une forme objective d'imposture, en ce sens qu'il ne peut faire ce qu'il fait, à savoir contribuer au maintien de l'ordre symbolique, qu'en faisant comme s'il ne le faisait pas, comme s'il n'avait d'autre principe que l'utilité publique et le bien commun, la vérité et la justice. S'agit-il d'hypocrisie ou de tartuferie ? Non. Aucun système quel qu'il soit ne peut fonctionner sur le mode de l'imposture intentionnelle et permanente. Il faut que les gens croient à ce qu'ils font et qu'ils adhèrent personnellement à une idéologie socialement approuvée. (Alors comment font-ils lorsque les faits contredisent leur croyance et qu'ils en prennent forcément conscience ? Ils s'en accommodent parce que cela les arrange ou coïncide avec leurs intérêts individuels qu'ils privilégient. - LVOG)

En l'occurrence, celle-ci ne peut pas consister à crier cyniquement « Vive le règne de l'argent-roi, à bas l'humanisme archaïque, enrichissons-nous et malheur aux pauvres ! », mais elle consiste à considérer en toute bonne foi, ne serait-ce qu'implicitement, que le bonheur du genre humain exige qu'on reste au sein de l'Eglise libérale, hors de laquelle il n'est point de salut possible. (On a l'impression que c'est également le cas de l'auteur de cet article, ne serait-ce pas là un moyen détourné de le justifier ? - LVOG)

Pour que la logique économique devienne hégémonique, il faut qu'elle se transmute dans la tête et le cœur des gens en une idéologie philosophique, éthique, politique, juridique, esthétique, etc., relativement autonome, faute de quoi ils percevraient le poids de l'économie sur leur destin comme une intolérable contrainte extérieure, dépourvue de toute légitimité, un épouvantable « matérialisme ». En fait, le propre d'un système, c'est de ne pas rester extérieur aux agents mais d'entrer en eux pour les façonner de l'intérieur, sous forme d'un ensemble structuré d'inclinations personnelles. Et, finalement, sa vitalité repose beaucoup plus sur les dispositions de ses membres en matière de mœurs, de rapport au savoir, au pouvoir, au travail, au temps, et sur leurs goûts et dégoûts, en matière de pratiques culturelles, domestiques, éducatives, sportives, etc., que sur leurs options et opinions expressément politiques. Des esprits bien conditionnés sont d'abord et surtout des variantes incorporées de l'« esprit du temps ». Et celui-ci se flatte de transcender clivages politiques et consultations électorales. (Ce qui est décrit ici, c'est l'opportunisme à l'état pur d'un esprit idéaliste et superficiel, qui réduit chaque représentation idéologique à une abstraction... - LVOG)

Ainsi, fort heureusement pour les maîtres de l'Argent, ils peuvent peupler les médias qu'ils ont achetés de gens intelligents, habiles et sincères, personnellement conditionnés à transfigurer les lois d'airain du capitalisme en conditions permissives et en postulats indiscutables de ce qu'ils appellent la « modernité » ou, si l'on préfère, la « démocratie de marché ».

Les conclusions qui valent pour les médias valent pour des pans entiers de la structure sociale. Le microcosme journalistique est à cet égard un espace privilégié pour l'observation in vivo de ce qui se passe dans les champs de production et de diffusion des biens symboliques - dont la population professionnelle appartient très majoritairement aux classes moyennes (professions intellectuelles de l'enseignement, de l'information, du travail social, métiers de conseil et d'encadrement, de présentation et représentation, etc.). C'est principalement la nouvelle petite-bourgeoisie qui a injecté dans ce système, en s'y investissant à fond, la dose d'humanité, d'intelligence, d'imagination, de tolérance, de psychologie, bref le supplément d'âme dont il avait besoin pour passer de l'exploitation barbare du travail salarié, qui sévissait encore avant la seconde guerre mondiale, à des formes apparemment plus civilisées compatibles avec la montée des aspirations démocratiques. (Effectivement pour justifier à ses yeux sa soumission au régime et se donner bonne conscience, le petit bourgeois ne manque pas d'imagination. - LVOG)

La modernisation du capitalisme a consisté à développer des méthodes de « gestion des ressources humaines » et de communication visant à euphémiser les exactions patronales et à impliquer davantage psychologiquement les salariés dans leur propre exploitation. Bien sûr, cette collaboration comporte des gratifications, matérielles et morales, dont la première est d'assurer la subsistance des intéressés, et la seconde de leur donner le sentiment d'une certaine importance et utilité pour leurs semblables. Et ce n'est pas rien. Il se trouve cependant que, par une de ces ruses objectives dont l'histoire abonde, leur travail profite encore bien davantage au système et aux féodalités qui le dominent, et que croyant servir Dieu ils servent aussi, et parfois surtout, Mammon. Mais ils le font sub specie boni, en toute bonne conscience, parce qu'à peu près tout ce qui pourrait leur donner mauvaise conscience est automatiquement autocensuré ou transfiguré. Ils ont en eux, comme aurait dit Pascal, « une volonté de croire plus forte que leurs raisons de douter ». (Finalement, tout sonne faux chez eux et on n'a pas vraiment envie de leur ressembler. L'autosuggestion les aide assurément, mais elle est illusoire, dérisoire, car elle ne leur sera d'aucun secours lorsqu'ils se retrouveront directement confrontés à la dure réalité qu'ils se sont

employées à fuir ou maquiller, la volonté de croire ou la raison de douter ne le seront d'aucune utilité, il ne leur restera plus que la logique pour essayer de comprendre ce qui leur arrive. - LVOG)

Probablement parce que les journalistes maîtrisent professionnellement les technologies du faire-voir et du faire-savoir, l'observation de leur milieu permet de voir, mieux que chez d'autres catégories des classes moyennes, que l'imposture objective de ces dernières, qui consiste à n'être et à ne faire jamais tout à fait ce qu'elles-mêmes croient qu'elles sont et qu'elles font, se traduit par une mise en scène constante de soi, destinée à se donner à soi-même en la donnant aux autres, la représentation la plus valorisante de son importance.

S'il est vrai qu'aucun jeu social ne pourrait se dérouler si ses acteurs n'acceptaient pas, peu ou prou, de « se raconter des histoires », d'en faire accroire à soi-même et aux autres, il faut admettre que les classes moyennes sont particulièrement enclines à « se faire du théâtre » ou « du cinéma ». Cette propension plutôt narcissique à la « dramaturgisation » de son existence est liée à l'appartenance à un espace social intermédiaire, entre les deux pôles, dominant et dominé, de la puissance sociale. (Position inconfortable et instable par excellence, qui partant de là les rend inconsistantes et indignes de confiance. - LVOG) Tous les traits caractéristiques de la petite-bourgeoisie tiennent fondamentalement à cette position en porte-à-faux entre le trop peu et le trop-plein, entre l'être et le non-être, dans un monde où la valeur socialement reconnue est devenue directement proportionnelle au degré d'accumulation du capital en général, et de l'économique en particulier. « Les plus démunis », comme on dit pudiquement, ont beaucoup trop peu pour pouvoir même se préoccuper de valoriser ce qu'ils ont et sont. Les plus privilégiés ont beaucoup trop pour avoir besoin de se rassurer en se donnant en spectacle.

#### Ressentiment et souffrance

Mais le résultat de cette quête perpétuelle de réassurance est rarement tout à fait satisfaisant. Les petits-bourgeois, à cause de leur position moyenne, sont généralement plus sensibles à l'écart avec les positions supérieures, qu'aux avantages intrinsèques de la position occupée. Comme le notait Stendhal, « la grande affaire est de monter dans la classe supérieure à la sienne, et tout l'effort de cette classe est de [vous] empêcher de monter ». (Ils sont pétris d'ambition, ce qui les rend insupportables. Habituellement ils envient les bourgeois et méprisent les ouvriers. - LVOG)

Il y a là une source de frustration intense et de ressentiment, une sorte de foyer de pathologie de la reconnaissance sociale, qui est à l'origine d'innombrables cas de cette souffrance existentielle qu'on pourrait réunir sous l'appellation de syndrome d'Emma Bovary et de Julien Sorel. Souffrance d'autant plus difficile à réduire qu'elle est structurellement programmée et par là réfractaire à toute thérapie médicale. Une enquête sur le journalisme de base fournit d'éloquentes illustrations de ce rapport ambigu à leur position, à la fois enchanté et exaspéré, amoureux et dépité, suffisant et douloureux, des dominants-dominés de l'entre-deux social. (Celui qui décide de devenir journaliste sait ce qui l'attend. - LVOG)

On est en droit de penser que la seule façon de tenter d'y remédier consisterait rompre avec la logique du système. Entreprise difficile, car elle ne peut aller sans remettre en question tout ce qu'on a personnellement intériorisé au plus profond, tous les liens inviscérés, toutes les adhérences charnelles par lesquels les individus « font corps » avec un système qui les a engendrés et conditionnés à faire ce qu'il attend d'eux, par exemple à s'affronter les uns les autres dans une compétition implacable pour des enjeux factices et dérisoires, dont la poursuite et la conquête ne prouvent rien, sauf précisément qu'on est très bien conditionné. (Ils sont amenés à se prostituer consciemment, ce qui ne doit pas être facile à assumer tous les jours. - LVOG)

Jusqu'ici les membres des classes moyennes, parce qu'ils y sont conditionnés, y compris par toute leur socialisation, ont dans leur grande majorité entrepris avec persévérance de cultiver leur rêve d'ascension sociale et leurs espérances de réussite personnelle à l'intérieur d'un univers dont, au demeurant, ils sont nombreux à dénoncer les iniquités. Mais ces opinions critiques, parce qu'elles

restent cantonnées dans le seul registre politique (voire politicien), et le vote « à gauche » qui peut s'y associer, loin de mettre la logique dominante en péril, ont pour effet d'optimiser le fonctionnement d'un système qui, non seulement peut se reproduire pour l'essentiel, mais encore peut se glorifier d'entretenir, par médias interposés, un logorrhéique débat public qui ne porte presque jamais sur l'essentiel. (Le régime les soignent, les bichonnent, et en échange elles le servent docilement, elles ne sont pas portées spontanément à l'affronter, en cela elles sont indifférentes au triste sort de la classe ouvrière. - LVOG) Le Monde diplomatique mai 2000

Voilà le genre d'article que je trouve instructif, car il montre bien que les classes moyennes ou la petite bourgeoisie n'est pas une classe indépendante, qu'elle est minoritaire dans la société et que pour ces deux raisons au moins, elle ne peut pas revendiquer la direction de la société, seule la classe des capitalistes en a les moyens du fait qu'elle dispose des moyens de productions, ainsi que la classe ouvrière parce que c'est elle qui constitue la majorité de la population et qui produit les richesses.

Domage qu'aucun parti dit ouvrier ne soit capable de rédiger de tels articles, c'est lamentable en vérité...

Ceci explique-t-il cela ?

### **Ils ont déserté le terrain du combat politique.**

Pourquoi la réaction n'a-t-elle même plus besoin de se donner la peine de camoufler sa véritable nature ? Parce qu'en face il n'existe plus aucune opposition indépendante organisée pour dénoncer et s'opposer à ses opérations militaires. La preuve, vous n'en trouverez aucune trace sur Internet dans les portails des partis ouvriers.

Tout ce qui est destiné quotidiennement à bouffer le cerveau des travailleurs, à les conditionner pour en faire des agents dociles de leur propre malheur ou les transformer en chair à canon ne les intéresse pas.

L'affaire Skripal destinée à préparer psychologiquement les travailleurs à une guerre contre la Russie, ou tout du moins destinée à leur désigner l'ennemi responsable de la situation, connaît pas.

La provocation et la propagande guerrière hystérique des Etats-Unis et de ses vassaux dont la France contre la Syrie, jamais entendu parlé. Etc. etc.

Ils savent parfaitement que la guerre est la continuité de la même politique en recourant à d'autres moyens, mais ils s'en foutent. Ah le bout de gras, cela les motive ! A ce rythme-là, demain vous en serez réduits à bouffer vos godasses !

**Retrait du plan Macron-Spinetta et stop à la guerre contre la Syrie : Macron dehors !**

### **Dossier sur la Syrie.**

**Etes-vous favorable à des frappes françaises en Syrie ? 22.220 réponses (Yahoo actualités)**

- 78% répondent NON !
- 18% répondent oui
- 4% sans opinion

**Un internaute rapporte :**

- Un sondage du Figaro... Bon, ça vaut ce que vaut un sondage :

Êtes-vous favorable à une frappe française en Syrie après les soupçons d'attaque chimique ?

A cet instant, pour 85787 votants, 69 % ont répondu Non, 31 % répondent Oui !

<http://www.lefigaro.fr/international/2018/04/09/01003-20180409QCMWWW00108-tes-vous-favorable-a-une-frappe-francaise-en-syrie-apres-les-soupcons-d-attaque-chimique.php>

### **Quand le NPA est passé de l'autre côté de la barricade.**

Pas un article sur le risque d'un bombardement sur la Syrie. Et pour cause.

- *"Les crimes du régime Assad se poursuivent dans le silence et avec la complicité des puissances internationales et régionales qui, elles, se partagent les zones d'influence du pays..."* (Syrie : Un cauchemar sans fin - 10.04)

Un peu de patience messieurs les réactionnaires, les "puissances internationales et régionales" vous ont entendu et elles sont bien décidées à bombarder le peuple syrien et à achever la destruction de ce pays entamées par leurs amis les "rebelles modérés" qui sont aussi les vôtres...

Je vous passe l'article il est digne d'un chroniqueur du Monde ou BFMTV.

POID, GMI, LO, etc : Pas un article (Blog ou Facebook) non plus sur le risque d'un bombardement de la Syrie.

LFI s'en remet... à Macron !

Un internaute - Tweet de Mélenchon à destination de Macron.

"Le tweet de Trump montre que l'intervention de l'#Otan en #Syrie est une gigantesque provocation à la guerre généralisée. Monsieur #Macron, ne vous laissez pas entraîner !" <https://twitter.com/jlmelenchon>

Pourquoi n'appelle-t-il pas à une manifestation contre cette guerre annoncée au peuple syrien ? Il préfère laisser Macron décider pour nous, n'est-il pas le président légitimement élu selon lui...

En complément sur LFI. Ceci explique cela.

### **Comment LFI s'emploie à légitimer un président et un gouvernement ultra minoritaire et illégitime.**

- Furieux d'une question au gouvernement coupée, les députés Insoumis quittent l'hémicycle - AFP 11 avril 2018

LVOG - Bouffonnerie pitoyable !

A la reprise des débats (...) Jean-Luc Mélenchon est revenu sur l'incident (...) assurant que "naturellement" les LFI reprenaient les discussions. AFP 11 avril 2018

Et de quoi LFI discutait-il avec le gouvernement ? De l'application du plan Macron-Spinetta...

## **LVOG - Commentaire envoyé (et publié) au blog Les-Crises.fr (Article : Quelques citations contre la Guerre...)**

- Ceux qui se camouflent derrière ce qu'ils appellent le droit international savent pertinemment qu'il repose sur un rapport de force entre dominant à dominé, entre Etats, mais aussi entre classes, et ils s'en accommodent.

Ils soutiennent ou tolèrent que ces rapports soient établis au profit des puissants contre les faibles, de la classe dominante contre la classe dominée, ils partagent donc la responsabilité de toutes les conséquences qui en découlent, y compris les guerres.

Ils ont consciemment choisi leur camp, ils doivent l'assumer jusqu'au bout ou changer de camp en optant pour la rupture avec le capitalisme et l'ensemble de ses institutions, ce dont la plupart seront incapables. Ils sont comme les pacifistes en temps de paix, les pires va-t-en-guerre dès que la guerre est déclenchée.

Je suis resté mesuré pour ne pas être censuré, l'essentiel y est c'est le principal.

### **Ils laissent le terrain libre au FN, aux militaires, aux diplomates...**

#### **Parole de diplomate**

- Vladimir Chizhov : "il n'y a pas eu d'attaque chimique à Douma" - euronews 10 avril 2018

Voici le texte de l'interview réalisée par notre journaliste Andrei Beketov avec Vladimir Chizhov, dans notre studio de Bruxelles.

Andrei Beketov : Monsieur l'ambassadeur, merci de vous joindre à nous dans notre studio bruxellois. Le monde entier, peut-être à l'exception de la Russie, est choqué par les images venant de Douma, en Syrie, d'une attaque chimique présumée ayant entraîné la mort de plusieurs personnes. Alors quelle est votre impression - celle d'un officiel russe - après avoir vu ces vidéos ?

Vladimir Chizhov : La Russie, permettez-moi de vous corriger, est également choquée - mais par cette nouvelle provocation avec cette soi-disant attaque chimique à Douma, dans la Ghouta orientale, près de Damas. Des spécialistes militaires russes ont visité cette région, ont marché dans ces rues, sont entrés dans ces maisons, ont parlé à des médecins locaux et ont visité le seul hôpital opérationnel de Douma, y compris son sous-sol où soi-disant s'entassent des dizaines de cadavres. Il n'y avait pas un seul corps et même pas une seule personne qui soit venue se faire soigner après l'attaque.

Andrei Beketov : Mais nous les avons vus sur la vidéo !

Vladimir Chizhov : Il n'y a pas eu d'attaque chimique à Douma, c'est aussi simple que ça.

Andrei Beketov : Qu'il y a t-il alors sur ces images ?

Vladimir Chizhov : Nous y voyons une nouvelle mise en scène. Il existe du personnel spécialement formé - et vous pouvez deviner par qui - parmi les soi-disant Casques Blancs (White Helmets) qui ont déjà été pris en flagrant délit de vidéos mises en scène.

Andrei Beketov : Et pourtant, nous nous dirigeons vers une puissante attaque américaine contre des cibles syriennes en réponse à ces atrocités...

Vladimir Chizhov : ...En réponse à quelque chose qui ne s'est pas produit !

Andrei Beketov :

La Russie se prépare-t-elle à l'éventualité d'une telle frappe qui pourrait entraîner la mort de Russes?

Vladimir Chizhov : La Russie a mis en garde les représentants des Etats-Unis, aussi bien publiquement que par les voies appropriées, sur les conséquences graves que pourraient avoir de telles frappes si celles-ci blessaient volontiers ou non des citoyens russes.

Andrei Beketov : Merci M. l'ambassadeur. euronews 10 avril 2018

### **Parole à l'extrême droite, histoire de faire croire qu'on serait en démocratie.**

- La France ne doit "surtout pas" intervenir en Syrie estime Bay du FN - AFP 12 avril 2018

L'eurodéputé FN, membre du bureau exécutif du Front national, a estimé mercredi que la France ne devait "surtout pas" intervenir en Syrie car "rien n'était prouvé" de l'attaque chimique attribuée au régime de Damas, qui n'est qu'"un prétexte" pour faire la guerre, selon lui.

"Rien n'est prouvé" en ce qui concerne l'attaque chimique attribuée au régime syrien, a ajouté M. Bay, qui ne "voit pas du tout l'intérêt qu'aurait eu (le président syrien) Bachar al Assad à commettre une attaque chimique maintenant, alors que l'éradication de Daech est quasiment achevée et qu'il vient de terminer l'éradication des rebelles islamistes de la Ghouta orientale", pilonnée depuis le 18 février par l'armée syrienne, où 1.600 personnes sont mortes.

L'attaque chimique "ressemble clairement à un prétexte". "On a l'impression que (Emmanuel) Macron et Édouard Philippe veulent en fait avoir leur petite guerre", a ajouté le responsable du FN, un parti proche de la Russie, elle-même alliée de la Syrie.

L'ancien allié du FN au second tour de la présidentielle, Nicolas Dupont-Aignan, a réclamé "un vrai débat" à l'Assemblée nationale sur la Syrie, afin "d'éviter une guerre sans issue".

Dans un communiqué, le président de Debout la France demande au président Emmanuel Macron de "tenir la France à distance d'une intervention militaire sur la seule base d'allégations sans preuve".

"Une décision aussi grave ne peut (...) pas se prendre sous le coup de l'émotion et des pressions étrangères", fait valoir le député de l'Essonne.

### **La parole aux militaires qui oeuvrent pour le bien commun comme chacun sait !**

- Pourquoi la France ne doit pas s'associer aux frappes en Syrie, par Caroline Galactéros - lefigaro.fr 10.04

FIGAROVIX/TRIBUNE – Alors que la France s'apprête vraisemblablement à frapper la Syrie, en représailles aux attaques chimiques supposées, Caroline Galactéros plaide pour un sursaut d'indépendance nationale. Selon elle, la France ne doit pas s'aventurer dans une nouvelle coalition.

Docteur en sciences politique et colonel au sein de la réserve opérationnelle des Armées, Caroline Galactéros dirige le cabinet d'intelligence stratégique Planeting. Auteur du blog Bouger Les Lignes, elle a notamment publié Guerre, Technologie et société (éd. Nuvis, 2014).

La messe semble dite et une atmosphère de veillée d'armes plane sur Paris, tandis que le jeune prince d'Arabie Saoudite quitte la capitale et que notre président est en étroit dialogue avec son homologue américain. La France pourrait, en coordination avec Washington, frapper de manière imminente les forces du régime syrien en représailles d'une nouvelle attaque chimique imputée de manière «très probable» mais en amont de toute enquête, aux forces de l'abominable tyran Assad soutenu par les non moins affreux régimes russe et iranien.

Il faudrait agir vite, se montrer ferme, intraitable, juste! Il s'agirait là d'un «devoir moral»! On a bien entendu et lu. Le discours moralisateur sur la sauvegarde des civils innocents, pourtant inaudible après sept ans de guerre et de déstabilisation de la Syrie, est toujours le même. C'est là le comble du cynisme en relations internationales, que nous pratiquons pourtant sans états d'âme depuis des décennies. Pendant ce temps, la guerre silencieuse du Yémen continue. Ces civils-là n'existent pas, ne comptent pas.

Mais certaines images de guerre et de civils otages d'une sauvagerie généralisée irritent plus que d'autres nos consciences lasses d'Européens déshabitués de la violence et gonflés d'une prétention à connaître, dire et faire le Bien. Soit.

Mais agir contre qui? Qui faut-il punir? Le régime de «l'animal Assad», comme l'a appelé Trump? L'Iran? La Russie? Vraiment? Et si ce trio noir que l'on désigne exclusivement depuis des mois à la vindicte populaire internationale n'était qu'un leurre, proposé à notre indignation sélective pour ne pas réfléchir à nos propres incohérences?

Personne ne se demande pourquoi cette nouvelle attaque chimique arrive maintenant, au moment même où la Ghouta orientale repasse sous contrôle gouvernemental syrien et parachève sa reconquête territoriale, face à des groupuscules rebelles rivaux globalement en déroute et plus que jamais prêts à se vendre au plus offrant pour survivre et espérer compter? Personne ne s'autorise à douter un instant, quand le ministre russe des affaires étrangères rapporte que les observateurs du Croissant rouge syrien envoyés sur place n'ont rien vu ressemblant à une attaque? Serguei Lavrov ment-il carrément au Conseil de Sécurité des Nations unies ou bien faut-il penser que Moscou ne contrôle pas tout ce qui se fait au plan militaire sur le théâtre? Ou que des éléments de l'armée syrienne elle-même agiraient en électrons libres ou auraient été «retournés»? À qui profite le crime? C'est cette vieille question, mais toujours pertinente, qui paraît désormais indécente.

Quel serait pourtant l'intérêt de la Russie de laisser perpétrer une telle attaque, alors que, ne nous en déplaît, bien davantage que notre «Coalition internationale», elle cherche la paix, l'organise pragmatiquement, et est la seule depuis sept ans à engranger quelques résultats qui évidemment contreviennent à nos intérêts et à ceux de nos alliés régionaux?

On semble aussi avoir totalement oublié une donnée fondamentale du conflit: les malheureux civils de la Ghouta, comme ceux des ultimes portions du territoire syrien encore aux mains des «rebelles» djihadistes ou de Daech, sont des boucliers humains, peut-être même, en l'espèce, sacrifiés par ces mêmes apprentis démocrates suppôts d'al-Qaïda et consorts pour entraîner l'Occident dans une guerre ouverte avec Moscou et Téhéran.

Car si l'on quitte le microscope pour la longue-vue, il est permis de décrire à partir de cette dernière séquence syrienne un contexte stratégique global infiniment préoccupant pour l'Europe, et singulièrement pour la France, qui risque de prendre les avant-postes d'une guerre qui n'est pas la sienne, dont elle fera les frais et qui neutralisera durablement l'ambition présidentielle affirmée de prendre le leadership politique et moral de l'Union européenne. Nos amis allemands ou italiens sont d'ailleurs moins cynico-idéalistes, mais plus prosaïques que nous. Ils avancent prudemment, vont et viennent entre Beyrouth et Damas pour pousser leurs pions en cette phase douloureuse et recueilleront les fruits de notre marginalisation radicale quand la reconstruction syrienne arrivera.

La ficelle est si grosse et la pelote si bien déroulée depuis des mois qu'on ne la voit plus en effet. On punit la Russie.

On la punit d'être la Russie, déjà, et d'avoir réussi son retour sur la scène mondiale. On la punit de vouloir la paix en Syrie et de chercher à la mettre en musique politiquement à Astana ou à Sotchi. On la punit d'avoir sauvé Damas et son régime diabolisé du dépècement qu'on leur promettait et qui s'est fracassé sur la résilience populaire et gouvernementale syrienne et a déjoué partiellement au moins la professionnalisation des affrontements politiques et sociaux que l'Occident encourage, sans en comprendre le danger insigne pour ses propres sociétés, et notamment en Europe.

La guerre en Syrie a été gagnée militairement par l'armée gouvernementale. Militairement, mais pas politiquement. Cette victoire sur le terrain au prix d'une guerre brutale (comme toutes les guerres, même celles menées depuis les airs et qui n'ont de chirurgicales que le nom), nous est proprement insupportable car cela nous force à faire la paix, ce que nul ne veut mis à part... Moscou. Ah, Moscou! L'impudent Vladimir Poutine trop bien réélu qui nous nargue avec sa coupe du monde, où des millions de gens vont découvrir un visage de la Russie qui ne les terrifiera pas.

Et puis derrière Moscou, on vise évidemment Téhéran, dont l'allié israélien, en pleine idylle officielle avec le centre mondial du salafisme – l'Arabie saoudite – qui a toutefois opportunément décidé de faire peau neuve, ne peut tolérer l'émergence régionale, tant le niveau sociétal, culturel, technologique et commercial de ce pays lui fait de l'ombre bien au-delà de la seule crainte d'un (dés)équilibre stratégique modifié par sa nucléarisation ultime.

Bref, nous sommes en train de tomber dans un vaste piège qui se joue sur plusieurs fronts, et de nous ruer, en croyant ainsi exister, sur le premier os qu'on nous jette. De ce point de vue, l'affaire Skripal pourrait bien n'avoir été que le hors-d'œuvre de la séquence actuelle. Elle a posé le premier étage d'une repolarisation politique et sécuritaire de l'Europe autour de Londres, et surtout sous la bannière de l'OTAN. Car c'est là l'ultime manœuvre: remettre au garde-à-vous les Européens qui, depuis l'arrivée de Donald Trump et le Brexit, s'étaient pris à rêver d'une autonomie européenne en matière de politique et de défense... Péril suprême pour le leadership américain sur le Vieux Continent, heureusement contrebalancé par les rodomontades de quelques nouveaux européens qui refusent leur arasement identitaire et mettent à mal tout projet d'affranchissement sécuritaire collectif. Le Secrétaire américain à la défense, le général Mattis, a d'ailleurs été très clair: les Européens doivent en effet consacrer 2 % de leur PIB à la défense, mais pour acheter des armes américaines et demeurer dans l'orbite otanienne évidemment, l'Alliance constituant le cadre naturel et nécessaire de la défense de l'Europe. Fermez le ban!

Nous sommes donc en train d'être clairement repris en main par l'OTAN, mais on ne s'en rend pas compte car on nous vend la nécessité d'une solidarité sans failles, donc manichéenne, face à une «offensive russe» pour diviser l'Europe (comme si nous n'étions pas assez grands pour nous diviser nous-mêmes) et dominer le Levant. C'était probablement l'objet de l'affaire Skripal comme de la présente montée au front sur la Syrie. La volte-face aujourd'hui même d'Angela Merkel sur le projet Northstream-2 ne fait qu'amplifier cette polarisation. Moscou est poussé à se crispier donc à s'isoler par tous les moyens. Par les sanctions, par les vrais faux empoisonnements d'espions en plein Londres et jusqu'à cette décision allemande qui ne peut que durcir la position russe en Syrie et assurer la montée des tensions, le Kremlin n'ayant plus d'autre alternative que de jouer le tracé Qatari qui passe par la Syrie... Redoutable manœuvre anglo-américaine donc, à laquelle Paris et Berlin semblent ne voir que du feu.

Il faut donc s'y résoudre: l'Amérique d'Obama a vécu. Celle de Trump et de ceux - néoconservateurs de toutes obédiences - qui l'entourent très fermement désormais, a radicalement changé de posture. Certes le président américain annonce son souhait de quitter la Syrie, mais il avoue pouvoir changer d'avis si l'Arabie saoudite payait le coût de cette présence! On ne peut être plus clair et c'était aussi tout le sens de son premier voyage à Riyad au printemps

dernier: réassurer l'allié du Quincy (dont le Pacte éponyme était rendu caduc par la nouvelle indépendance énergétique américaine) contre 400 milliards de dollars de contrats pour l'économie américaine. Et puis, tandis qu'il déclare au grand dam de ses généraux et pour tromper son monde qu'il veut partir, il se consolide une vaste zone d'influence américaine à l'est de l'Euphrate avec les FDS arabo-kurdes.

Washington, dans le vaste mouvement de repolarisation du monde, entend en tout état de cause demeurer le môle principal d'arrimage d'un Occident qui doute face à une Chine qui structure à son rythme et via un affrontement de basse intensité mais tous azimuts, un véritable «contre-monde». L'Amérique, fébrile, joue son va-tout pour renverser la vapeur d'un ordre international qu'elle ne contrôle plus mais qu'elle veut encore dominer coûte que coûte. Elle veut l'affrontement pour réinstaller sa préséance face à Moscou, Téhéran et Pékin, cible ultime de l'intimidation. C'est là pourtant un combat profondément à contresens de l'évolution du monde. Affligés du syndrome postmoderne de la vue basse et celui de l'hybris technologique, nous oublions que la vie est longue.

Au-delà, cette affaire, comme d'innombrables autres, met en évidence une évolution dangereuse: la substitution à la réalité non d'une image déformée, mais carrément d'une autre réalité et le retour de la tentation de la guerre préventive préemptive, qui évite d'enquêter. La question est vraiment très grave pour l'essence même de la politique internationale. Préfère-t-on l'image au réel, les fake news à l'analyse, le sensationnalisme à la rigueur?

Alors que voulons-nous? Ce sera bientôt clair: si nous voulons sauver la Syrie, il nous faut surtout ne pas nous joindre à une coalition qui agira hors de tout mandat de l'ONU et qui portera le poids d'une guerre dont le peuple syrien est la dernière roue du carrosse et sera la victime immédiate. La grande question est donc: mais que vient faire Paris dans cette galère? On se trompe comme souvent d'ennemi, d'allié, de posture, de tout en somme. Et si l'on essayait l'audace, le courage et la singularité? Notre siège au Conseil de Sécurité, que guigne l'Allemagne de plus en plus ouvertement, en serait relégitimé. Nous posons-nous seulement la question de notre intérêt national (qui ne se réduit pas à des contrats d'armement) et des raisons pour lesquelles on nous sert ainsi l'injonction d'un alignement sur le thème du Bien contre le Mal et de la guerre préventive?

La France est désormais, en Syrie comme ailleurs, au pied du mur. Elle a l'occasion inespérée de faire valoir une approche prudente et rigoureuse, une voix pour la paix, une singularité. Nous avons déjà une influence au plus bas dans la région. Si nous voulons compter de nouveau, nous devons regarder la réalité dans les yeux et admettre que «nous avons eu tout faux» depuis 2011. Il n'est jamais trop tard et notre président peut encore choisir de compter véritablement au regard de l'Histoire et dans le cœur des peuples

Une guerre contre l'Iran et la Russie n'est pas la nôtre. Elle ne correspond nullement aux intérêts stratégiques français, ni à ceux de l'Europe. Nous avons déjà si naïvement collé aux Britanniques qui veulent quitter l'Union, sans preuve et par principe, dans l'affaire Skripal. Pourquoi cette fuite en avant?

Dans ce nouveau grand jeu, la France a encore l'opportunité inespérée de compter plus que son poids démographique ou même économique ne le lui permet, en affirmant une singularité et une cohérence. Plus que jamais le réalisme, aux antipodes du cynisme, doit être le bouclier et la lance de notre nouvelle posture internationale. Il nous rapproche non d'une justice abstraite mais de l'équité et de la clairvoyance. La France n'a pas le droit et aucun intérêt à être malhonnête dans son interprétation des faits. Elle a tout à gagner à la lucidité et elle doit d'urgence montrer au monde comme aux peuples et pouvoirs du Moyen-Orient qu'on ne l'égare ni ne la soumet si facilement. lefigaro.fr 10.04

## Les derniers développements

## **- Dernières nouvelles à propos de la possible attaque occidentale de la Syrie Réseau Voltaire - 11 avril 2018**

Événements survenus le 11 avril 2018

- L'Organisation mondiale de la Santé (OMS) a exigé d'avoir un accès immédiat aux victimes de l'attaque chimique supposée de la Ghouta. Selon les Casques blancs, plus de 500 civils en auraient été victimes.
- L'Agence européenne de la sécurité aérienne (EASA) a informé les compagnies exerçant en Europe de possibles tirs de missiles de croisière vers la Syrie dans les 72 heures. La plupart des compagnies modifient leurs plans de vols vers Israël, le Liban et Chypre.
- Le président Donald Trump a tweeté : « La Russie jure d'abattre n'importe quel missile tiré sur la Syrie. Que la Russie se tienne prête, car ils arrivent, beaux, nouveaux et 'intelligents' ! Vous ne devriez pas vous associer à un Animal qui Tue avec du Gaz, qui tue son peuple et aime cela ».
- Un des quatre avions états-uniens du « jugement dernier » décolle. Ces avions sont conçus pour transporter le président d'une part et le gouvernement militaire alternatif d'autre part en cas de risque de guerre nucléaire.
- Alors que l'Organisation pour l'interdiction des armes chimiques (OIAC) a annoncé envoyer sous peu des inspecteurs dans la Ghouta orientale, la porte-parole du ministère russe des Affaires étrangères, Maria Zakharova, a ironisé sur la possible destruction de toute preuve de cette manipulation occidentale qu'offre le tir de missiles sur la Syrie.
- Le Premier ministre turc, Binali Yildirim, a mis en cause l'attitude des États-Unis et de la Russie se menaçant mutuellement à propos d'une possible intervention en Syrie.
- L'Armée arabe syrienne évacue les principaux aéroports et les bases aériennes militaires du pays.
- L'armée russe annonce que la situation est stabilisée dans la Douma. Les derniers jihadistes sont en train de se déplacer vers Idleb conformément aux accords conclus. Une unité de police militaire russe sera déployée dans la zone dès demain afin d'assurer la sécurité des civils.
- À l'issue de la conférence de presse de l'armée russe, le général Viktor Poznikhir a accusé les Casques blancs d'avoir mis en scène la fausse attaque chimique de la Ghouta.
- Dans un discours retransmis à la télévision, le président Vladimir Poutine a déclaré : « La situation dans le monde devient de plus en plus chaotique. Néanmoins, nous espérons que le bon sens finira par l'emporter et que les relations internationales prendront une direction constructive, que le système mondial deviendra plus stable et prévisible ».
- Le Premier ministre britannique, Theresa May, assure que « tout indique la responsabilité du régime syrien » dans l'attaque chimique présumée de la Ghouta. (A Londres: " Theresa May a déclaré hier au Président Donald Trump que le Royaume-Uni avait besoin de plus de preuves de l'attaque chimique présumée qui aurait été effectuée par le régime de Bachar el-Assad avant de rejoindre une action militaire contre la Syrie", selon The Times. - LVOG)
- Le secrétaire US à la Défense, le général James Mattis, assure que le Pentagone est prêt. Cependant, il est encore en train d'évaluer l'attaque chimique supposée de la Ghouta. (Note 1 - LVOG)

- En visite à Damas, le conseiller du Guide de la Révolution iranien et ancien ministre des Affaires étrangères, Ali Akbar Velayati, a annoncé que l'Iran se tient aux côtés de la Syrie face à toute agression étrangère.
- L'Organisation pour l'interdiction des armes chimiques (OIAC) se réunira lundi pour délibérer sur l'attaque chimique présumée de la Ghouta.
- Le président Vladimir Poutine a téléphoné au Premier ministre israélien, Benjamin Netanyahu, pour lui demander de s'abstenir de toute initiative qui pourrait nuire à la stabilité de la région.

Note 1 de LVOG

**- U.S. Still Assessing Intelligence on Syria Chemical Attack: Mattis - New York Times 11.04 By Reuters April 11, 2018, 11:55 A.M.**

The United States is still assessing intelligence about last weekend's suspected chemical weapons attack in Syria, U.S. Defense Secretary Jim Mattis said on Wednesday, striking a cautious tone hours after President Donald Trump threatened missile strikes. (Les États-Unis sont encore en train d'évaluer les informations relatives à une supposée attaque aux armes chimiques qui aurait eu lieu en Syrie a déclaré mercredi le ministre américain de la Défense, Jim Mattis, semblant adopter un discours prudent après que le président Donald Trump a menacé de frapper la Syrie avec des missiles. - LVOG)

Asked if he had seen enough evidence to blame Syrian President Bashar al-Assad's forces for the attack, Mattis said: "We're still assessing the intelligence -- ourselves and our allies. We're still working on this." He did not elaborate. (Interrogé sur ce qu'il déciderait s'il avait suffisamment de preuves pour accuser l'armée du président syrien Bashar al-Assad d'être l'auteur de cette attaque, Mattis a répondu : "Nous tiendront compte de ces renseignements avec nos alliés. Nous travaillerons sur cette base." Sans fournir de détails. - LVOG)

Mattis also restated that the U.S. military stood ready to provide military options, if appropriate, and as determined by Trump. nytimes.com 11.04 (Mattis a aussi confirmé que le Pentagone était prêt pour une option militaire, si cela s'évérait approprié et si Trump le décidait. - LVOG)

En complément.

Dans la même page du NYT, les gros titres (propagande idéologique) sont les mêmes que dans les médias français ou plutôt l'inverse :

- In a Syrian Town, People Started Shouting: 'Chemicals! Chemicals!'
- I Downloaded the Information That Facebook Has on Me.
- Sex Claims Against Missouri Governor Vividly. Detailed in Report
- Modern Love: What Sleeping With Married Men Taught Me About Infidelity
- Kidnapped as Schoolgirls by Boko Haram: Here They Are Now

**On lui dit bien des "choses" !**

- Syrie : Philippe promet une «réaction» française qui «dira des choses de ce que nous sommes» - RT 10.04

La France annoncera « dans les prochains jours » sa réponse à l'attaque chimique présumée samedi à Douma en Syrie et, si elle décide de frappes, celles-ci viseront les « capacités chimiques » du régime et en aucun cas ses « alliés » russe et iranien, a déclaré mardi le président de la République, Emmanuel Macron. Le Parisien 10.04

## **Vocifération. Sans lendemain comme avec la Corée du Nord ?**

- Syrie: "Les missiles arrivent", promet Trump - Reuters 12 avril 2018

Donald Trump a prévenu la Russie mercredi d'une intervention militaire imminente en Syrie après l'attaque au gaz toxique, imputée au régime syrien, contre la ville rebelle de Douma, dans la Ghouta orientale.

Le président américain répondait aux avertissements lancés par Moscou qui avait prévenu les Etats-Unis que tout missile tiré contre la Syrie serait abattu et que les sites de lancement seraient détruits.

"La Russie promet d'abattre tous les missiles tirés contre la Syrie. Tiens-toi prête, Russie, parce qu'ils arrivent, beaux et neufs (...)", écrit Trump sur Twitter.

"Vous ne devriez pas être les partenaires d'un animal qui tue son peuple avec des gaz et s'en réjouit!" poursuit-il, faisant allusion au président syrien, Bachar al Assad.

Moins d'une heure après avoir averti Moscou de l'imminence de frappes américaines, Donald Trump a proposé de contribuer à la relance de l'économie russe et de mettre un terme à ce qu'il appelle une "course aux armements".

Le ministère russe des Affaires étrangères a réagi aux propos du président américain, estimant que les missiles américains devraient viser les terroristes plutôt que le gouvernement syrien.

"Les missiles guidés devraient filer vers les terroristes, pas vers le gouvernement légal qui combat depuis plusieurs années sur son sol le terrorisme international", a écrit sur Facebook la porte-parole du ministère, Maria Zakharova.

Pour elle, une éventuelle frappe américaine, en effaçant les éléments d'analyse, pourrait viser à empêcher toute enquête indépendante sur l'attaque chimique qui, selon les rebelles syriens, a eu lieu samedi dernier à Douma, près de Damas.

Le secrétaire américain à la Défense, Jim Mattis, se montrant plus pondéré que Donald Trump sur l'éventualité d'une intervention militaire, a affirmé que Washington étudiait toujours les renseignements sur le recours présumé à l'arme chimique.

"Nous travaillons toujours là-dessus", a dit Jim Mattis à propos d'éventuelles preuves liant le régime de Bachar al Assad à l'attaque.

L'armée américaine se tient prête s'il faut intervenir, a-t-il ajouté.

Selon la BBC, le Royaume-Uni est prêt à participer à une action militaire en représailles à l'attaque chimique perpétrée à Douma.

Tout indique que les autorités syriennes sont responsables cette attaque, "un acte choquant et barbare", a déclaré la Première ministre britannique Theresa May.

"L'utilisation d'armes chimiques ne peut pas être tolérée", a-t-elle ajouté.

Mardi soir, le président français Emmanuel Macron a déclaré que la France annoncerait "dans les prochains jours", en coordination avec les Etats-Unis et le Royaume-Uni, sa décision quant à une éventuelle riposte militaire contre les "capacités chimiques" du régime syrien.

Des responsables de l'administration américaine ont affirmé à Reuters que l'armée syrienne a repositionné certaines ressources aériennes afin de se protéger contre les éventuelles répercussions de raids aériens.

Les forces progouvernementales ont procédé à l'évacuation des principaux aéroports et des bases aériennes de l'armée, a annoncé l'Observatoire syrien des droits de l'homme (OSDH) après les déclarations de Donald Trump.

Moscou, allié de Damas, est en contact direct avec l'état-major américain, selon Vladimir Shamanov, président de la commission parlementaire russe de la Défense.

Le président russe, Vladimir Poutine, a dit espérer que le "bon sens" l'emporterait dans la crise qui oppose le gouvernement syrien à l'Occident.

L'analyse des prélèvements effectués à Douma n'a révélé la présence d'aucun agent toxique, a affirmé l'armée russe, citée par l'agence de presse RIA.

Elle a dit en outre avoir observé des mouvements de la marine américaine dans ses bases du Golfe.

#### AFFRONTEMENT DIPLOMATIQUE A L'ONU

Damas et Moscou dénoncent une manipulation de l'opposition.

L'affrontement diplomatique entre la Russie et les Etats-Unis au Conseil de sécurité de l'Onu a conduit mardi à une impasse sur une éventuelle enquête sur le recours aux armes chimiques en Syrie.

Moscou a sans surprise opposé son veto à un projet de résolution américain visant à créer un mécanisme d'enquête international. Douze pays ont voté pour, la Bolivie et la Russie ont voté contre et la Chine s'est abstenue.

Peu de temps après, deux projets concurrents de la Russie ont été rejetés faute d'obtenir le minimum requis de neuf voix.

Le premier prévoyait que les enquêteurs rendent leurs conclusions au Conseil de sécurité, qui se serait le seul habilité à établir les responsabilités. Six pays ont voté pour, sept autres ont voté contre, et deux pays se sont abstenus.

Un second texte russe approuvant l'envoi d'inspecteurs de l'OIAC (Organisation pour l'interdiction des armes chimiques) à Douma a aussi été rejeté.

Sous la pression des pays occidentaux, le gouvernement syrien a invité mardi l'Organisation pour l'interdiction des armes chimiques (OIAC) à envoyer des inspecteurs à Douma. L'OIAC a fait savoir que ses inspecteurs se rendraient prochainement dans la ville.

Après l'attaque de samedi soir, les rebelles de Djaïch al Islam, qui occupent Douma, ont finalement accepté de quitter l'enclave. Les forces loyalistes achèvent ainsi la reconquête de la Ghouta orientale après sept semaines d'offensive.

Un accord sur l'évacuation de Douma a été conclu dimanche. Des milliers de civils y sont toujours bloqués.

Selon le ministère russe de la Défense, cité mardi par l'agence de presse RIA, 3.600 insurgés et membres de leurs familles ont quitté Douma en vingt-quatre heures. Le journal syrien Al Watan rapporte qu'environ 40.000 personnes, combattants rebelles et leurs proches, doivent encore quitter le secteur.

Cinq cents patients présentant des signes d'exposition à des agents toxiques se sont rendus dans des centres de soin à Douma, a déclaré mercredi l'Organisation mondiale de la santé (OMS).

Plusieurs compagnies aériennes, à l'instar d'Air France et easyJet, ont dérouté mercredi certains de leurs vols en Méditerranée orientale de craintes de frappes aériennes ou de tirs de missiles contre la Syrie.

L'agence européenne de contrôle du trafic aérien Eurocontrol a invité mardi les compagnies à la prudence dans les soixante-douze prochaines heures. Reuters 12 avril 2018

### **Qui vous gouvernent ? Des barbares !**

Comment, vous osez mettre en doute la parole des égorgeurs, des décapiteurs, vous êtes atteint de complotisme mon vieux, il faut vous faire soigner, c'est sérieux vous savez, avec de tels délires vous constituez une menace pour la sécurité nationale...

- Selon les rebelles de Djaïch al Islam, qui tiennent Douma, les forces syriennes ont eu recours à des armes chimiques samedi contre la population civile. Reuters 10 avril 2018

Un internaute - Sur cette capture vidéo du site de l'Armée de l'islam (Djaïch al Islam -ndlr) (consulté le 15 mars 2018), on peut lire un prêche contre les non-sunnites, qu'ils soient musulmans chiites, chrétiens ou juifs. Il se termine ainsi : « Tuez-les. Dieu les tourmente avec vos mains. Il vous donnera la victoire sur eux ».

(<http://www.voltairenet.org/article200130.htm>)

Un autre internaute.

Quand les "rebelles" apprennent aux enfants à simuler une fausse attaque chimique (2013) :

[https://www.youtube.com/watch?time\\_continue=180&v=l8pxl0vryM4](https://www.youtube.com/watch?time_continue=180&v=l8pxl0vryM4)

Edifiant cette mise en scène !

- Le président français a clairement attribué l'attaque chimique au régime de Bachar al-Assad... - Le Parisien 10.04

« Nous avons obtenu des informations, qui d'ailleurs ont été pour une large partie d'entre elles en source ouverte et donc dont la presse, les organisations non gouvernementales se sont fait l'écho, qui ont montré qu'il y avait bien eu utilisation d'armes chimiques et que de manière évidente l'attribution pouvait en être faite au régime », a-t-il affirmé. Le Parisien et AFP 10.04

### **Commentaires d'internautes**

1- Alors nous sommes très mal barrés, vu l'apathie et l'individualisme ambiant dans ce pays, autant déjà se préparer à la guerre. La capacité de la majorité des français à se mobiliser pour des causes autres que leur petit nombril étant inversement proportionnelle à leur capacité d'oubli du monde extérieur, les yeux rivés sur leurs écrans et leurs gadgets, qui sont sensés leur faire oublier que la vie ne se passe pas que sur le "ouèbe".

2- Je pense que vous exagérez largement. La probabilité d'une guerre directe avec la Russie est plutôt proche de 1%. Tout le monde sait que la Russie est une puissance nucléaire qui peut réduire tout pays à presque néant, à tout moment. Personne ne va prendre ce risque, sauf accident très improbable.

Par contre, la guerre d'usure, la guerre économique et psychologique, etc.... nous sommes en plein dedans depuis une décennie, et nous atteignons des sommets.

Le catastrophisme est une manipulation par la peur qui empêche de raisonner correctement. Toute comparaison avec une période avant «l'équilibre de la terreur» souffre d'un biais énorme qui la fait tomber dans l'absurde.

3- L'empire US (et les 0,0001% qui le dirigent), ses alliés ou vassaux ne peuvent se permettre d'accepter leur défaite en Syrie, laquelle va signifier la fin de leur suprématie. Donc, si les Russes ne font pas barrage (avec le risque d'un conflit mondial), la Syrie sera détruite dans les 24h00. Nous entrerions alors dans une nouvelle ère, ou le droit international aura totalement disparu.

4- La question principale, dans ce type "d'information" est : à qui profite le crime ?

Dans le cas de Salisbury, ça n'est certainement pas aux Russes ; dans cette dernière "providentielle ?" attaque chimique en Syrie, certainement pas au gouvernement syrien !!! Sans oublier qu'on néglige tous ces enfants qui meurent à Gaza...

Même si ces opérations de désinformation ne datent pas (d'avant) hier (on peut aussi se rappeler les "causes" des bombardements du Nord Vietnam, dans les années 1960 – mais aussi l'invasion de Cuba par les US à la fin du XIXe) ces bruits de bottes font froid dans le dos : inadmissible aventurisme guerrier à l'extérieur, répression de plus en plus brutale de "l'ennemi intérieur" admirablement stigmatisé par lémédia du CAC 40 et autres marchands de canons !

Oui il serait temps que les citoyens s'en mêlent bruyamment...

5- Certainement une guerre qui nous sera présentée comme "juste" et surtout "humanitaire", comme si d'aller bombarder et tuer était un acte civilisateur ...

Ceux qui seront massacrés le seront avec des armes propres sans produits chimiques mais un peu radio actives quand même ...

Je demande que "ON" m'explique la différence entre être tué par des armes civilisatrices, des armes sales ou chimiques .... puisque de toute façon celui qui est mort est mort ... définitivement

La Syrie "libérée" du joug de son dictateur sanguinaire (c'est la présentation qui nous en est faite) ira rejoindre le nirvana des pays "libérés" à coup de canon: Afghanistan, Iraq, Libye ... pays en paix et en régime démocratique où les clans s'étripent joyeusement .... il paraîtrait que ce serait civilisateur !

6- La lecture des commentaires de l'article du Figaro est aussi intéressante que l'article lui-même.

De nombreux lecteurs mettent en doute la parole officielle et le bien-fondé de toute intervention de la France.

7- On pourrait plutôt parler d'une super-classe internationale va-t'en-guerre, comptant son petit bataillon de franchouillards oligo-crétins dont l'influence dans l'hexagone est inversement proportionnelle au nombre de ses membres.

8- Sur la Syrie : Bernard-Henry Levy vient de qualifier "l'ONU de machine folle"... victime d'un chantage permanent de deux Etats gangsters... la Russie et la Chine au Conseil de Sécurité. Tout est dit : "il vaut mieux se fâcher". Il en a appelé clairement à l'intervention de la France en Syrie. Craig Murray écrit "Je crains que l'orchestration massive de la russophobie au cours des deux dernières années vise à préparer l'opinion publique à un conflit militaire plus large"

Pour moi, la conclusion est claire : en Occident, il y a bien toute une classe "intello-politique" qui souhaite la 3e Guerre mondiale, et espère au minima des actes d'agressions militaires contre la Russie -pas seulement en Syrie mais vers Kaliningrad et le Caucase, en élargissant la zone d'actions à l'Azerbaïdjan. Récemment le Royaume-Uni a tenu des propos hostiles à l'égard de ce pays pétrolier.

L'annulation de la visite de Macron en Russie au mois de mai était même dans les propos de BHL et de votre journaliste Fogiel.

J'en conclus que la guerre contre la Russie devient pour les néocons inévitable et on comprend mieux pourquoi la Chine prépare aussi cet événement.

9- On peut tout de même noter aux 4 coins du net, y compris sur les sites du système, une tendance ultra majoritaire dans les commentaires: les français n'ont nullement envie d'une intervention militaire et ne gobe plus ces histoires chimiques et ce, peu importe la couleur politique.

Oui l'oligarchie a tendance à passer outre mais tout de même, la mainmise sur les opinions est de plus en plus faible et les récents résultats électoraux en Europe (malheureusement pas chez nous) sont porteurs d'espoir donc pas certain qu'elle s'engage dans un conflit dont le peuple ne veut pas et dont il lui demandera des comptes!

10- "Réclamant une mission d'enquête internationale "

- Saddam Hussein aussi réclamait le retour des experts de l'ONU pour constater l'absence d'arsenal d'ADM.

- Poutine et Lavrov réclament aussi une enquête dans l'affaire Skripal

... nos dirigeants sont désormais dans un processus de guerre, s'affranchissant de toutes les instances internationales, qu'ils espèrent

- circonscrire au Moyen-Orient

- être l'issue à leurs tracas intérieurs (Trump, May, Netanyahu et peut-être le bébé Macron s'il saute le pas du "sans-ONU")

Ces gens sont prêts à tuer des milliers d'êtres humains pour sauver leur poste. Pour cela ils se racontent quantité d'histoires (intérêt national, démocratie, guerre humanitaire, ...) qu'ils croient vraies : la preuve c'est dans la Presse.

- L'armée russe est sur place.

Le gouvernement chinois soutient le gouvernement Assad

Les iraniens menacent Israël de représailles...

Par ailleurs, 23 pays ont expulsés 150 diplomates russes.

Tout ceci ne fait certainement pas plus sens que la guerre en Irak ou en Libye.

A croire que ceux qui nous gouvernent sont vraiment possédés. Et qu'ils veulent une nouvelle guerre mondiale.

11- Ça va finir en pétard mouillé.

La Chine a déjà annoncé son soutien à la Russie sur cette affaire. Trump va envoyer quelques missiles sur un entrepôt syrien, ça fera une douzaine de morts innocents en plus. Il y aura une commission d'enquête sur la soit disant attaque au gaz et l'affaire sera enterrée.

Aucune raison de s'alarmer. On a vécu pire.

12- Je suis saisie par le côté factice de tous ces événements en même temps que par les conséquences sanglantes, atroces et matérielles qu'ils portent.

Les bruits de guerre qui sont des réalités, les forces navales incroyables états-uniennes qui rentrent en Méditerranée, la petite frégate française qui se glisse au milieu, les 90 missiles sur un simple navire en route vers Tartous, les bases US en Italie, en Espagne, les pays Baltes « européens » (néo-nazis par bien des traits) qui relèvent la hauteur des ponts dans toute l'UE pour que les convois militaires passent, leur réception à l'Élysée tous les trois à la fois ces Baltes (qui ferment les écoles en russe et interdisent de vote cette population russe), Les Allemands derrière Merkel (elle aussi réélue et qui peut se lâcher) qui abandonnent le pipeline du Nord de l'Europe qui devait permettre l'exportation du gaz russe et ne laisse d'autre débouché à la Russie que celui qui passe par ...la Syrie.

La guerre obligée ou l'apathie ...

Tout est bouclé dans un « story telling » comme ils disent, dans « l'imagination de la chose » comme disait Machiavel, dans « l'idéologie » comme disaient nos classiques. Mais il faut aller « à la chose même et non à l'imagination de la chose »

La "chose même" est atroce et les histrions Macron, May et Trump jouent de notre peau

13- "Faisons tout ce qui est possible pour stopper ces irresponsables bellicistes !"

Alors qu'attend t-on pour organiser des manifestations citoyennes anti-guerre et arrêter de blablater au café du commerce et des sports réunis, pour brasser de l'air entre le café et le calva ? ... Puis de nous débarrasser définitivement des "ces irresponsables bellicistes" qui nous entraînent – nous le peuple français – dans leur aventurisme guerrier. "Ces irresponsables bellicistes" ne vont tout de même pas nous refaire le coup de la guerre d'Irak ni celui de la guerre en Libye !

Ca suffit comme cela !

14- Les militaires russes étaient dans le même secteur. Ils étaient en train de négocier avec des "rebelles" de Douma leurs départs pour Idlib. Vous voyez Assad bombarder ces quartiers avec les armes chimiques avec le risque de toucher les militaires russes ?

Par ailleurs les russes ont annoncé il y a trois semaines que les fausses vidéos sont déjà tournés par les fameux "casques blancs"

15- Seul contre tous : un journaliste américain, Tucker Carlson, de Fox News dénonce la propagande : « Tout les génies qui nous disent que [Bachar] el-Assad a tué ces enfants, en sont-ils vraiment sûrs ? Evidemment ils n'en n'ont aucune idée. Ils inventent. Ils n'ont aucune idée de ce

qu'il s'est vraiment passé», a-t-il attaqué en ouverture de son émission le 9 avril, en référence aux incessants et unanimes appels des médias à intervenir en Syrie à la suite d'une supposée attaque chimique dans la Ghouta orientale, attribuée sans s'embarrasser d'une enquête au gouvernement syrien sur l'attaque chimique en Syrie...

<https://video.foxnews.com/v/5767243543001/?#sp=show-clips>

---

## **ACTUALITÉ DU JOUR**

### **Quand Macron légitime le massacre du peuple yéménite.**

- Le prince héritier saoudien et Macron affichent leur proximité - AFP10 avril 2018

Se montrant l'un envers l'autre très chaleureux, souriants, les deux hommes ont affiché une grande proximité mardi devant la presse.

M. Macron a loué une "volonté commune de stabiliser la région" tandis que MBS a souligné les intérêts communs nombreux entre les deux pays.

Au Yemen, où l'Arabie saoudite mène une guerre contre les rebelles houthis soutenus par Téhéran, la France ne "tolérera aucune activité qui menace l'Arabie saoudite", a déclaré M. Macron en référence aux missiles houthis.

Sous la pression d'ONG qui dénoncent les ventes d'armes françaises à Ryad, qui seraient ensuite utilisées contre les civils yéménites, le président français a souhaité que "que toute la clarté soit faite sur les inquiétudes".

"Nous allons organiser d'ici à l'été une conférence humanitaire sur le Yémen à Paris pour faire la clarté sur ce qui est fait et qui permettra de prendre de nouvelles initiatives humanitaires au Yémen", a déclaré M. Macron. AFP 10 avril 2018

- Conférence humanitaire sur le Yémen d'ici l'été à Paris, annonce Macron - Reuters 10 avril

Leur humanisme est bien la politesse des salauds... A commencer par les ONG qui participeront à cette "conférence humanitaire" patronné par le boucher MBS.

### **Les opposants à la politique du gouvernement israélien sont des antisémites selon le Parti travailliste israélien.**

Comment, vous osez mettre en doute la parole, la politique du gouvernement israélien d'extrême droite qui massacre des Palestiniens désarmés et tenus à distance par une imposante clôture, mais qui constituent une menace pour notre sécurité, je vous le dis franchement comme je vous vois, vous êtes un antisémite, vous mériteriez qu'on vous élimine aussi...

- Le Parti travailliste israélien rompt avec Corbyn - Reuters 10 avril 2018

Le Parti travailliste israélien a annoncé mardi avoir suspendu ses relations avec le chef de file du Parti travailliste britannique, Jeremy Corbyn, en l'accusant de permettre des manifestations d'antisémitisme.

Avi Gabbay a affirmé que Jeremy Corbyn avait affiché "publiquement sa haine" envers la politique du gouvernement israélien, y compris à l'égard des mesures sur lesquelles le gouvernement et l'opposition en Israël sont d'accord. (Puisqu'ils le disent eux-mêmes, c'est bien que la gauche institutionnelle ou dite de gouvernement était aussi d'extrême droite, comme en France quoi. - LVOG)

A l'occasion de la Pâque juive, le dirigeant du Labour a participé à un dîner organisé par le groupe juif d'extrême gauche Jewdas, très hostile envers Israël. Jewdas a présenté en décembre dernier l'Etat juif comme un "égout fumant à éliminer comme il convient". Reuters 10 avril 2018

---

## **INFOS EN BREF**

### **POLITIQUE**

#### **Azerbaïdjan**

- Azerbaïdjan: le président Ilham Aliev largement réélu - AFP

Homme fort de l'Azerbaïdjan depuis 15 ans, Ilham Aliev a été réélu mercredi pour un quatrième mandat avec plus de 86% des voix à l'issue d'une présidentielle boycottée par l'opposition, selon des résultats quasi définitifs.

Ilham Aliev, dont la victoire ne faisait aucun doute, a obtenu 86% des voix, après le dépouillement de 94% des bulletins. Il était opposé à sept autres candidats inconnus du grand public, et réduits à un rôle de figurants.

Le taux de participation a atteint 74,5%, a précisé dans un communiqué la Commission électorale centrale. Défenseurs des droits de l'homme et dirigeants de l'opposition ont cependant émis des doutes sur ces chiffres.

Les principaux partis d'opposition ont refusé de participer au scrutin, estimant que les conditions pour la tenue d'une élection démocratique n'étaient pas réunies, et accusant les autorités de vouloir truquer le vote.

"L'environnement et la législation électorale n'ont pas offert de garanties d'élections libres et justes", ont dénoncé onze militants azerbaïdjanais des droits de l'homme dans un communiqué commun publié avant le vote.

"Les élections ne sont absolument pas compétitives et n'offrent pas d'alternative politique", ont-ils ajouté, décrivant notamment "l'alarmante" campagne médiatique ayant accompagné le scrutin. (Hystérique en France pour faire élire Macron, chut ! - LVOG)

Si sept candidats étaient opposés à Ilham Aliev, aucun n'était réellement connu des électeurs azerbaïdjanais et n'avait mené de campagne électorale. Pour les dirigeants de l'opposition, ces "candidats pantins" ont seulement été choisis pour donner une illusion de concurrence à une élection jouée d'avance.

"L'apogée de cette tragicomédie a été atteinte quand certains candidats ont appelé à voter pour Aliev", relève l'analyste indépendant Bahtiyar Hajiev, interrogé par l'AFP. (Comme en France, mais l'AFP ne s'en est pas émue, normal. - LVOG)

## **SOCIAL ET SOCIÉTÉ**

### **France**

#### **- Sept syndicats de fonctionnaires appellent à la grève le 22 mai - Le HuffPost 11 avril 2018**

Sept syndicats de fonctionnaires ont appelé mardi 10 avril à une nouvelle journée de grève et de manifestations le 22 mai, deux mois après la précédente, a-t-on appris auprès de plusieurs d'entre eux. Les organisations FO, CGT, FSU, Solidaires, CFTC, CFE-CGC et FA-FP s'opposent aux projets de réforme de la fonction publique et réclament l'amélioration du pouvoir d'achat des agents. Elles avaient déjà appelé à la grève le 22 mars pour des revendications identiques.

La CFDT et l'Unsa se rejoignent pas l'appel à la grève

Également présentes lors de cette réunion intersyndicale de ce mardi, la CFDT (deuxième syndicat en terme d'adhésion dans la fonction publique) et l'Unsa (quatrième) n'ont pas rejoint cet appel à la grève. Le HuffPost 11 avril 2018

#### **- 4.000 robes noires défilent à Paris contre la réforme de la justice - Reuters 11 avril 2018**

- A Paris, la journée «Justice morte» fait le plein de robes noires - Liberation.fr 11 avril 2018

Une semaine avant la présentation du projet de loi de programmation de la justice en Conseil des ministres, des professionnels du droit venus de la France entière ont manifesté dans la capitale.

Les principaux concernés la décrivent bien différemment : «une atteinte intolérable aux droits de la défense et des victimes», «une régression de la politique d'accès au droit», la création de «déserts judiciaires» ou encore «une réforme menée au pas de charge», selon un communiqué du Conseil national des barreaux (CNB). Depuis le mois de mars, les avocats sont vent debout contre le texte et ont créé le slogan «Justice morte». Après la journée de mobilisation du 30 mars, ils avaient prévenu : «Si aucune avancée notable n'intervient d'ici la finalisation du texte, le Conseil national des barreaux appellera à une nouvelle et forte journée d'action nationale le 11 avril.» Nous y sommes donc. Mercredi, à 14 heures à Paris, la place du Châtelet est envahie par une nuée de robes noires.

### **Front commun**

Il faut dire que – une fois n'est pas coutume – le CNB et la Conférence des bâtonniers et le barreau de Paris affichent un front commun. Ils sont rejoints par les deux principaux syndicats de la magistrature, les greffiers ou encore les syndicats de fonctionnaires de la justice. «Les avocats sont debout, rien ne nous divise !» lance Christiane Féral-Schuhl, la présidente du CNB, haranguant la foule. Liberation.fr 11 avril 2018

#### **- Nouvelles expulsions à Notre-Dame-des-Landes, un journaliste blessé - Reuters 11 avril 2018**

Les habitants de la "zone à défendre" ont déploré de "nombreux blessés" dans leurs rangs, parmi lesquelles "des personnes de tous âges", après que les gendarmes ont "violemment gazé et envoyé des grenades" lors de ce pique-nique organisé sur le camping dit des "Cheveux blancs".

Un journaliste travaillant pour Reuters a été assourdi et blessé superficiellement au visage par des éclats de grenade, reçus alors qu'il avait trébuché à terre dans une autre partie de la ZAD visée par les forces de l'ordre.

De nombreux retraités ont rejoint la ZAD pour marquer leur opposition aux expulsions. Les habitants ont aussi vu affluer sur place de nouveaux "tracteurs vigilants", les mêmes qui avaient encerclé avec succès la ferme de Bellevue lors de l'opération César à l'automne 2012. Reuters 11 avril 2018

## Etats-Unis

- Aux États-Unis, une loi permet de condamner pour meurtre quelqu'un qui n'a tué personne - Slate.fr 10 avril 2018

Un jeune Afro-Américain vient d'être condamné à 65 ans de prison pour meurtre et cambriolage, alors que tout le monde s'accorde sur le fait que techniquement, il n'a tué personne.

En 2015 en Alabama, un jeune homme qui tentait de cambrioler des maisons est mort lors d'un échange de coups de feu avec la police. Personne ne nie que c'est un policier qui a tué A'Donte Washington, mais c'est pourtant un de ses amis qui vient d'être condamné pour ce meurtre.

Lakeith Smith, qui a aussi participé au cambriolage, est considéré comme légalement responsable de la mort de Washington d'après la loi dite de «responsabilité du complice». Smith vient d'écoper de 65 ans de prison, dont 30 pour meurtre, 15 pour cambriolage et deux fois 10 ans pour vol.

La procureure a expliqué au jury que Smith n'avait pas besoin d'avoir appuyé sur la gâchette pour être considéré comme coupable d'après la loi. Le fait qu'il ait eu l'intention de cambrioler des maisons et que son ami soit mort pendant ce cambriolage est suffisant pour qu'il soit jugé responsable du décès de Washington.

L'avocate de Smith a rappelé que son client n'avait tiré sur personne, mais la loi de responsabilité du complice («accomplice liability») rend cette précision insignifiante. La grande majorité des États américains (tous sauf sept) ont des lois qui élargissent ainsi la notion de meurtre. La logique est la suivante: si ces jeunes n'avaient pas cambriolé, Washington ne serait pas mort, donc les cambrioleurs sont des meurtriers par extension.

Ce genre de cas n'est pas si rare. En 2017 dans l'État de Géorgie, un homme a été condamné pour meurtre car durant un cambriolage, son complice a été tué par la personne qu'ils cambriolaient. L'homme qui a appuyé sur la gâchette n'est pas considéré comme responsable car il se protégeait de cambrioleurs armés. C'est par contre le cambrioleur complice qui est considéré comme coupable de meurtre.

Dans un cas devenu célèbre, un homme de 20 ans, Ryan Holle, a été condamné pour meurtre pour avoir prêté sa voiture à des amis alors qu'il savait qu'ils projetaient de voler de la drogue. Le vol a mal tourné et une personne a été tuée. Suivant la loi de responsabilité du complice, Holle, qui n'était pas sur les lieux du crime, a été condamné à la prison à vie, une peine ensuite réduite à 25 ans par le gouverneur de Floride.

Pendant le procès, le procureur avait ainsi expliqué pourquoi Holle était considéré comme responsable: «Pas de voiture, pas de conséquences. Pas de voiture, pas de meurtre». Slate.fr 10 avril 2018